



La CGT-INRA rejoint la Coalition contre Agrexco

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Document réalisé le 25/11/10 consultable en intranet : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/> – et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Le peuple palestinien subit depuis plus de 60 ans la spoliation, les massacres, la colonisation, l'exil, la misère et la discrimination. Cette situation se perpétue en dépit du droit international, en raison notamment du soutien que les grandes puissances accordent au gouvernement israélien, entretenant ainsi un foyer de guerre au Moyen-Orient et de tensions dans le monde.

Une des formes non violentes de solidarité qui se développe au sein du mouvement « Boycott, Désinvestissements, Sanctions » (BDS) à l'appel de 172 organisations civiles palestiniennes en 2005, est la lutte contre la commercialisation en Europe de produits « israéliens » venant des colonies en territoires palestiniens occupés illégalement, qui contrevient aux règles françaises ou européennes sur les taxes, la transparence sur l'origine des produits et les droits humains.

L'entreprise israélienne AGREXCO importe massivement en Europe une large partie des fruits et légumes produits dans les colonies israéliennes en territoires palestiniens occupés (vallée du Jourdain notamment). Fin 2009, une centaine d'associations, partis et syndicats ont rejoint la **Coalition contre Agrexco**, dont l'action est soutenue par le ministre de l'Agriculture de l'Autorité Palestinienne. Il est à noter que plusieurs **enjeux agronomiques nationaux et internationaux** sont liés à ces produits et concernent notre syndicat de travailleurs de la recherche agronomique : *spoliation des terres et de l'eau palestiniennes, et perte toujours plus poussée de l'autonomie alimentaire pour le peuple palestinien; entrée massive de fruits et légumes en France au détriment des paysans français, notamment des exploitations à fort besoin de main d'oeuvre ; gaspillage énergétique et pollution de l'environnement du fait des productions délocalisées.*

Dans ce contexte, la commission exécutive nationale de la CGT-INRA (institut national de la recherche agronomique) réunie à Montreuil le 15 novembre 2010 a décidé, à une très large majorité, de rejoindre la Coalition contre Agrexco.